



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

contrats territoriaux d'exploitation

Question écrite n° 75491

Texte de la question

M. Michel Voisin appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur la suspension de l'expérimentation d'une mesure spécifique en faveur de la multifonctionnalité des petites exploitations. Le 8 janvier 2001, il affirmait son engagement pour une réorientation profonde de la politique agricole alors que simultanément, pour des raisons budgétaires, il suspendait l'expérimentation qu'il avait lui-même initiée. Pourtant, cette expérimentation, si elle était reprise, se révélerait positive sur plusieurs aspects : son caractère expérimental n'engage, à juste titre, que l'État français et en limite sa portée aux seuls sites concernés. En outre, il semble qu'elle constitue pour l'administration française et le service de la Commission européenne un indicateur de la détermination de la France à vouloir mettre en place ladite mesure. Enfin, l'expérimentation apparaît indispensable pour évaluer précisément les conditions de mise en oeuvre de la mesure engagée puisque les petites exploitations rencontrent des obstacles spécifiques pour contractualiser et entrer dans les réseaux de développement. Aussi, il lui demande de réorienter les soutiens publics en faveur des petites exploitations, et particulièrement dans celles de l'Ain.

Données clés

Auteur : [M. Michel Voisin](#)

Circonscription : Ain (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 75491

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 avril 2002, page 1953